

LA LETTRE DU BRÉSIL

Diesel

L'augmentation des prix de l'énergie est un phénomène mondial et même producteur d'hydrocarbures avec un réel potentiel de développement, le Brésil n'a pas échappé au cours de ce mois de mars à l'impact que peut avoir cette évolution dans un contexte marqué par une relative modération de la croissance mondiale mais par des crises ici ou là qui ont souvent une influence brutale et directe sur le prix des hydrocarbures.

Face à la grogne des camionneurs dont le mouvement social avait l'an dernier totalement paralysé le pays, contribué significativement à l'infléchissement de la croissance, sans doute accru le malaise de la société brésilienne à quelques mois d'un scrutin décisif pour un Brésil anémié par les effets de la crise économique, le Président Bolsonaro s'est prononcé pour un blocage du prix du diesel au moment même où, à l'occasion des assemblées générales de printemps du FMI et de la Banque Mondiale, le ministre de l'économie Paulo Guedes vantait les vertus de sa thérapie libérale. La sanction illustrée par la baisse du cours de bourse de Petrobras fut immédiate impliquant une contraction de la capitalisation de quelques 8 milliards de dollars et du scepticisme parmi les investisseurs.

Le second acte est en apparence plus rassurant avec en fine une augmentation du prix du diesel par Petrobras et l'adoption d'un paquet de mesures en faveur de la profession du transport routier qui a aujourd'hui le mérite d'avoir stoppé tout mouvement social alors même que la reprise de la croissance du PIB patine à un niveau très faible avec des créations d'emplois au premier trimestre bien en deçà des prévisions. In fine, le pouvoir a pu éteindre l'incendie au prix d'un revirement du Président sur le sujet et d'une déclaration accommodante du ministre de l'économie dans la Folha de Sao Paulo en rendant hommage à son président en indiquant qu'il a écouté la rue et évité une grève des camionneurs dans un contexte d'une alliance entre conservateurs et libéraux, rompant avec l'hégémonie social-démocrate antérieure. Un indice qui indiquerait que Paulo Guedes veut inscrire son action dans la durée.

Contact : olivier.remond@dgtrésor.gouv.fr

Actualité économique et financière

Après une certaine euphorie en début d'année, nos interlocuteurs du secteur financier (analystes des banques commerciales et d'investissement, bourse Ibovespa, fédération de banques) ont notablement modéré leur optimisme. Les indicateurs avancés de croissance étant décevants pour le T1, **les scénarii économiques à court et moyen terme restent contingents à l'étendue du programme de réformes**, notamment celle des retraites, que le gouvernement arrive à faire passer. Ceci déterminera si l'incertitude économique et réglementaire est dissipée et donnera aux agents privés des signaux clairs sur les perspectives.

La croissance projetée pour le S1 reste très faible (et risque d'être nulle au T1), dans la ligne de la reprise très lente depuis deux ans. La perception est que **son principal moteur côté demande, la consommation des ménages, peine à démarrer** dans le sillage d'un taux de chômage et d'un poids du secteur informel qui ne se résorbent toujours pas. Il n'est pas prévu que la consommation publique prenne le relais, sur fonds de difficultés budgétaires. L'investissement reste quant à lui en berne, en attente de plus de certitudes sur les progrès de l'agenda économique du gouvernement.

En revanche un certain optimisme est partagé pour le S2, sous l'hypothèse que la réforme des retraites arrive à être passée au T3. Admettant que la réforme permette d'entrevoir une dynamique positive à moyen terme pour un redressement des finances publiques et un regain de confiance parmi les agents économiques, le reste des **fondamentaux sont suffisamment bons pour que l'économie reparte à court terme sur de bases solides** : anticipations d'inflation bien ancrées, déficit du compte courant modéré et largement financé par l'IDE, stock de réserves en devises a même de contrer les pressions à la dépréciation, ratios de solvabilité et de liquidité larges du secteur bancaire.

L'augmentation du financement fourni par les marchés de capitaux domestiques constitue un indicateur avancé de cette relance attendue pour le S2. Avec une nouvelle direction de la Banque centrale (BCB) assez orthodoxe, les analystes voient ainsi de l'espace pour un nouvel **assouplissement de la politique monétaire au S2 2019 seulement si la croissance reste en berne et la réforme des retraites passe et est bien perçue.**

Contact : julio.ramos-tallada@dgtrésor.gouv.fr ; vincent.guiet@dgtrésor.gouv.fr

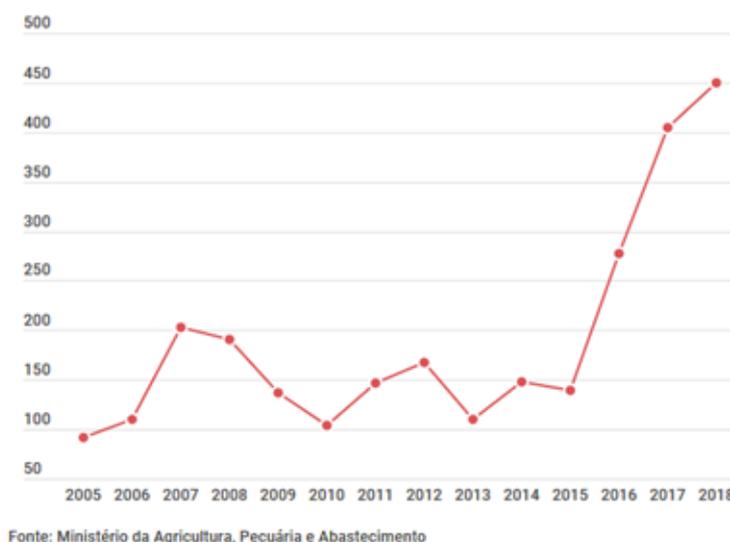
Activité Croissance du PIB 2018 +1,1%
Prix Inflation IPCA (glissement annuel) +4,58%
Finances publiques Solde budgétaire primaire 2018 -1,6% du PIB
Taux de change BRL/EUR Cours au 24/04 : 4,45 Variation mensuelle : +2,06 % (dépréciation du BRL)
Projections Croissance du PIB 2019 (survey BCB) +1,71%

Pesticides au Brésil : un sujet encore peu visible mais de plus en plus polarisé

Malgré leur nom portugais particulièrement péjoratif, le **débat public brésilien sur les « agro-toxiques »** (nom donné aux pesticides ou « produits phytosanitaires » au Brésil) est **beaucoup moins prégnant qu'en France**. Cependant, de nombreuses ONG environnementales basées au Brésil dénoncent vivement la situation brésilienne en la matière et notamment une soi-disant « explosion de nouvelles autorisations de produits » depuis l'arrivée du nouveau gouvernement. Certaines d'entre-elles vont jusqu'à déclarer que le consommateur brésilien absorberait aujourd'hui l'équivalent de 7 litres de pesticides par an via l'alimentation.

Dans un contexte où la France importe de grandes quantités de matières premières agricoles en provenance du Brésil et parallèlement y exporte des pesticides en grande quantité, un point le plus objectif possible sur cette question apparaît nécessaire.

Tout d'abord, malgré certaines idées préconçues, la **réglementation brésilienne sur l'autorisation des pesticides est assez lourde** et globalement assez comparable à la réglementation européenne. Les autorisations sont données suite à des évaluations réalisées chacune dans son champ de compétence par trois ministères : agriculture, santé et environnement. C'est au final moins son laxisme que la lourdeur du système et les délais nécessaires à l'octroi des autorisations, atteignant parfois huit ans, qui ont mis en péril le processus et ont abouti à la rédaction d'une **proposition de loi qualifiée par ses opposants de « paquet du venin »**. Ce projet de loi, encore en discussion et très controversé, prévoit de simplifier les procédures, de renforcer le rôle du ministère de l'agriculture et d'attribuer l'autorisation automatiquement en cas d'absence de réponse dans un délai de deux ans. Néanmoins à ce jour le projet n'est pas voté et ne peut donc expliquer l'explosion du nombre d'autorisations que dénoncent les ONG depuis l'arrivée du nouveau gouvernement avec 93 enregistrements en trois mois d'exercice.



Un regard attentif aux données publiées par le Ministère de l'agriculture brésilien permet néanmoins de nuancer ce constat. En effet cette **explosion du nombre d'autorisation est un phénomène réel depuis environ trois ans, mais n'a pas été accentuée sous l'actuel gouvernement**. De plus, cette explosion qui peut paraître angoissante **s'explique en très grande partie par l'entrée dans le domaine public de nombreuses molécules**, entraînant des demandes d'habilitation de nouvelles entreprises revendeuses. Il s'agit donc plus d'un phénomène lié au marché avec **l'arrivée de produits génériques** (autorisés plus rapidement car équivalents aux produits déjà sur le marché) que d'une nouvelle souplesse du système d'autorisation comme le dénonce les ONG. Cette explosion du nombre de demandes, malgré un effet probable sur la baisse des prix des produits ne semble pas avoir eu pour conséquences une augmentation substantielle de la quantité de produits utilisés. En la matière, **les autorités brésiennes se targuent d'être de très faibles utilisateurs de pesticides** (2,3 kg/ha contre 6 en France ou plus de 17 au Japon) sans indiquer que les surfaces intégrées dans ce calcul incluent les pâturages pour les bovins (dans un grand pays d'élevage hyper extensif), **rendant ainsi les comparaisons un brin trompeuses**. Quant à la question des 7 litres de pesticides qu'absorbent les brésiliens, selon certains détracteurs, elle résulte de la simple division de la quantité de pesticides utilisée au Brésil par le nombre de consommateurs. Elle est donc tout autant caricaturale mais cette fois-ci dans le sens inverse. Néanmoins **certaines mesures** prises en fin de règne du précédent gouvernement et dénoncées par les ONG, à plus bas bruit, comme la **possibilité désormais ouverte de mélanger plusieurs pesticides au champ** sans réelle évaluation scientifique préalable des risques correspondants **sont réellement préoccupantes**.

On peut donc constater que même si les données concrètes n'ont évolué qu'à la marge avec le changement de gouvernement, **la question des pesticides est en train de se polariser fortement créant ainsi des prémices favorables à l'entrée en force de cette question dans le débat public brésilien** au cours des années à venir.

Contact : franck.foures@dgtrisor.gouv.fr

Actualité des entreprises françaises au Brésil

Engie a racheté le plus grand réseau de gazoduc du Brésil, le TAG, pour 7,7 Mds EUR, en association avec la Caisse de dépôt et placement du Québec. L'opération renforcera de façon significative la présence d'Engie au Brésil qui est déjà le deuxième pays contributeur dans les résultats d'Engie après la France. Avec l'opération TAG, la part du Brésil passera de 12% à « environ 18 % » des bénéfices du groupe. *Les Echos et Figaro – 08/04/2019*

Via l'acquisition de Gemalto - leader mondial de la biométrie – **Thales** renforce sa présence au Brésil : elle deviendra leader sur le segment « production de puces pour les cartes crédit et les portables » sur le marché brésilien. Cette nouvelle activité vient s'ajouter aux contrats que Thales possède au Brésil pour la fourniture d'équipements électroniques pour le gouvernement fédéral, l'armée et des entreprises brésiliennes telles qu'Embraer. *Valor – 03/04/2019*

Vetoquinol a racheté de Clarion Biociências, laboratoire vétérinaire brésilien situé dans l'état de Goiás. Fondée en 1998, Clarion Biociências développe, fabrique et distribue des médicaments et des produits non médicamenteux principalement à destination du marché des animaux de rente. Clarion Biociências emploie près de 200 collaborateurs. La société a réalisé un chiffre d'affaires net de plus de 12 M EUR en 2018. Par cette opération, le groupe Vetoquinol renforce significativement le périmètre de ses activités au Brésil, 3e marché mondial de la santé animale. *Capital – 16/04/2019*

Vallourec a remporté le contrat auprès de TechnipFMC pour fournir près de 12.000 tonnes de tubes en acier qui seront destinés au champ pré-salifère Mero 1, qui intègre le méga gisement Libra. *Zone Bourse et Valor – 16/04/2019*

CIS annonce l'acquisition de 100% du capital des sociétés Alternativa et Beta (A&B). Créées en 2006 et 2017, A&B sont deux sociétés soeurs brésiliennes spécialisées dans les prestations de services sur le marché offshore au Brésil. *Zone Bourse – 24/04/2019*

Contact : larissa.colovatti@dgtrésor.gouv.fr ; anne.bernardd@dgtrésor.gouv.fr

ENGIE est le premier électricien privé indépendant au Brésil avec 6 % de la capacité de production du pays (90 % de sa capacité totale de production provenant de sources renouvelables).

Sao Paulo reçoit le label « Communauté French Tech »

Le 3 avril, le gouvernement français a annoncé le résultat de l'appel à projet French Tech lancé fin 2018. **Sao Paulo reçoit le label « Communauté French Tech », à l'instar de 48 villes dans le monde qui constituent le réseau international de la FT.** Ces 48 communautés remplacent désormais les 22 hubs labellisés en octobre 2016. A l'époque Sao Paulo était le seul hub en Amérique Latine. Ce sont à présent 3 communautés qui rayonnent sur le continent : SP, Mexico et Buenos Aires.

Avec plus de 80 entreprises, dont des sociétés de la taille de LOGGI ou DAFITI, et un nouveau board d'entrepreneurs, la French Tech Sao Paulo confirme sa vitalité. Elle s'attachera à développer les liens entre la France et le Brésil dans le domaine de l'économie numérique au profit des 2 écosystèmes. L'attraction des talents et le financement des startups devraient être les axes majeurs de cette coopération.

Le premier « Sommet des Communautés French Tech » se tiendra les 13 et 14 mai prochains à Paris en marge du salon VivaTech.

Contact : michel.bianchi@dgtrésor.gouv.fr

Service Economique Régional du Brésil

Site internet : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/BR>

Suivez nous sur twitter : @BresilEco

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans